

tuation nationale, en fournissant un réservoir de voix et d'élus modifie la dimension même des réseaux socialistes. Il surgit avec force lors des municipales de 1977. L'organisation du congrès national du PS à Nantes en juillet 1977 sanctionne aussi ce rééquilibrage du vote socialiste à l'Ouest, fait important quantitativement dans la montée en puissance de la gauche en France.

La séparation PS/PCF lors des législatives de mars 1978 se solde par une confirmation de l'évolution de la gauche au profit du PS, acteur central de la normalisation du système partisan breton. Le renouvellement du personnel dirigeant, incarné par Jean-Yves Le Drian, Marie Jacq²⁴, Alain Chénard ou François Autain, s'apparente à un mouvement d'expansion du PS préfigurant la vague rose de 1981, apogée du socialisme breton, qui initie une seconde phase de consolidation électorale.

Long chemin parcouru en une dizaine d'années : en 1968, la gauche socialiste dispose en Bretagne d'un seul député, en 1981, elle a 19 parlementaires et trois ministres : Louis Le Pensec, Edmond Hervé, et François Autain.

Cinq itinéraires d'élus

À titre d'exemple, voici parmi cent autres, cinq trajectoires militantes d'élus socialistes de la « génération 77 ». Les notices biographiques s'inspirant du travail réalisé dans le cadre du dictionnaire Maitron¹.



Francis Le Blé (1929-1989), de l'Arsenal à la mairie de Brest

Né dans une famille ouvrière de Locmiquélic (Morbihan), Francis Le Blé entre comme ajusteur à l'Arsenal de Brest à 19 ans. Militant de la JOC, il devient secrétaire de la puissante Union locale CFTC en 1959. Positionné sur le courant Reconstruction, il occupe, de 1964 à 1975, le poste de secrétaire de l'Union départementale CFDT.

24. Adhérente SFIO en 1945, passée par le PSU, l'ancienne secrétaire de Tanguy-Prigent, Marie Jacq, seule femme députée PS en Bretagne avant 1997, est l'unique élue du groupe parlementaire en 1978. Vice-présidente de l'Assemblée Nationale en 1981, elle est députée de Morlaix (1978-1993) et maire d'Henvic (1965-1989).





Louis Chopier, le seul maire de gauche de Saint-Malo.

Militant à la Convention des institutions républicaines de François Mitterrand en 1967, il fait partie des fondateurs d'un club politique, le Groupe d'études et de recherches socialistes (GERS), puis abandonne ses responsabilités syndicales pour se consacrer à la politique. Candidat aux législatives en juin 1968, il est ainsi en 1969 le secrétaire fédéral du nouveau PS. Il incarne le renouveau électoral socialiste, en faisant partie des nouveaux conseillers généraux élus à Brest en octobre 1973. Devenu ingénieur, il mène la liste d'union de la gauche qui l'emporte en 1977. Président de la Communauté urbaine de Brest, il échoue à devenir député en 1978, avant d'être battu pour l'investiture interne en 1981. Un an après son décès brutal à l'été 1982, la mairie de Brest est temporairement reprise par la droite.

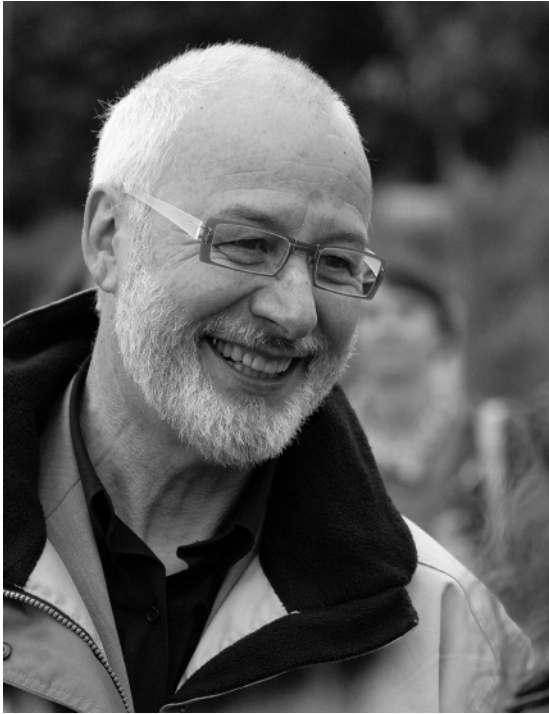


Louis Chopier (1931-2000), du syndicalisme paysan au parlement européen

Né à Paramé, près de Saint-Malo, Louis Chopier appartient à une famille d'agriculteurs produisant des primeurs, sur la côte nord de l'Ille-et-Vilaine. Son père est conseiller municipal MRP et, à 14 ans, Louis commence à travailler dans la ferme de son oncle, lui-même MRP et syndicaliste. Louis Chopier est élu conseiller municipal MRP de Paramé en 1959. Appartenant à une génération de jeunes syndicalistes JAC et CDJA, à la pointe des révoltes sociales du monde agricole, le président départemental du CDJA dès 1960 devient en 1961 le président de la puissante FDSEA et en 1964 de la Chambre d'agriculture. Au PS dès 1972, il est élu maire de Saint-Malo en 1977 à la tête d'une liste d'union de la gauche (confirmé en 1978 après une annulation du scrutin, mais en écartant le PCF de la majorité). Secrétaire de la fédération PS (1977-1981), il est conseiller général (1982-1994). Mais aux municipales de 1983, sa liste est battue. Exclu du PS pour avoir monté une liste dissidente aux régionales en 1986, il devient député européen en 1989.

1. Claude Pannetier (dir.), *Le Maitron, Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier et du Mouvement Social (DBMOMS)*, Editions de l'Atelier, 12 volumes, 2005-2012.

Claudy Lebreton, aujourd'hui président du Conseil général des Côtes-d'Armor et de l'Assemblée des départements de France.



Claudy Lebreton, un élu au cœur des réseaux

Né en 1948 à Conlie (Sarthe), d'un père commerçant, Claudy Lebreton fait ses études de kinésithérapie à Rennes, où il s'investit dans les réseaux associatifs étudiants. Compagnon de route du PSU en 1968, il adhère au PS en 1977 devenant alors maire de Plénée-Jugon (Côtes-du-Nord) où il exerce. Il préside bientôt l'Union départementale des élus socialistes et républicains (UDESER) et devient conseiller général en 1992. En juin 1997, il succède à Charles Josselin, qui fait le choix de rester ministre, à la présidence du Conseil général, poste qu'il détient toujours. En novembre 2003, est élu président de la FNESR, troisième socialiste breton après Bernard Poinant et Jean-Marc Ayrault à occuper ce poste-clé des réseaux socialistes, avant de céder la place l'an dernier à Marylise Lebranchu, député de Morlaix. Depuis mai 2004, il est le premier à diriger l'Assemblée des départements de France (ADF).

Joseph Rouxel (1924-2003), de la CFTC au PS

Né dans une famille de petits agriculteurs conservateurs, Joseph Rouxel intègre les usines Garnier à Redon en 1945. Formé à la JAC, il rejoint d'abord la CGT comme beaucoup d'ouvriers catholiques puis lance dans les années 1950 un réseau CFTC. En mai 1968, on le retrouve leader CFDT à Redon. Conseiller municipal MRP de Rieux, dans le Morbihan, en 1959, il devient adjoint en 1965, évoluant vers la gauche au cours du mandat, au contact des réseaux CFDT, souvent investis au PSU. Lors des cantonales de 1976 à Allaire, l'élection de cet ouvrier symbolise le démarrage du PS dans l'est du département. Il devient maire de Rieux dans une triangulaire en 1977. Licencié, chômeur, il connaît la répression lors des manifestations pour la défense des usines Garnier. Battu en 1982, il se retire de la vie politique locale en 1989, laissant place aux divisions à gauche à l'échelle cantonale.

Camille Durand, un chrétien de gauche du PS

Né en 1943 à Cholet dans une famille d'agriculteurs, Camille Durand intègre l'arsenal d'Indret à 14 ans comme apprenti. Grâce aux cours du soir, il est promu technicien supérieur. Engagé à la CFTC, il y suit la tendance Reconstruction. Responsable CFDT, il abandonne en 1977 ses mandats syndicaux quand il est élu maire de la commune de Saint-Jean-du-Boiseau dans la couronne nantaise (jusqu'à son retrait en 2008). Avec sa femme, responsable CFDT de l'enseignement privé, formée à la JOC, il milite à la Confédération syndicale des familles (CSF). Adhérent de la Convention des institutions républicaines en 1965, il en est l'un des animateurs à l'échelle départementale, avant de bifurquer en 1970 vers « Objectif 72 », le mouvement de l'ex-MRP lavallois Robert Buron. Il contribue à la fusion des différents milieux socialistes dans le nouveau PS lors du congrès d'Épinau. Proche de Jean-Marc Ayrault, dont il est longtemps le bras droit au District puis à la Communauté urbaine de Nantes, il est aussi conseiller régional entre 1986 et 1998.

